

**MEMORIAL**  
Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



**MEMORIAL**  
Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

---

**RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE**

---

**B — N° 57**

**28 juin 2011**

---

**S o m m a i r e**

<b>Commission Nationale pour la Protection des Données – Comptes annuels et rapport de gestion relatifs à l'exercice 2010 .....</b>	<b>page 730</b>
---	-----------------

---

## Commission Nationale pour la Protection des Données.

### Rapport de gestion relatif à l'exercice 2010

#### Dépenses

Le total des frais de fonctionnement encourus par l'établissement public au cours de l'exercice 2010 s'élève à 1.498.405,67 €. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent ne s'élève qu'à 1,03% et reste en dessous des prévisions budgétaires, qui incluaient un renforcement en personnel n'ayant pas encore reçu l'aval de la CER (un poste d'ingénieur informaticien).

Les charges relatives au personnel permanent ont progressé légèrement par rapport à l'exercice 2009 principalement du fait du renforcement des effectifs par une employée à durée déterminée au service juridique - renforcement dû au congé de paternité accordé à un des juristes jusqu'en octobre 2011. Néanmoins compte tenu du fait que le poste d'employé administratif au secrétariat est resté inoccupé pendant six mois, les dépenses sont restées en dessous des prévisions.

Les loyers et charges locatives relatifs aux locaux provisoires de la CNPD (pris en location dans l'attente de son implantation dans le 1<sup>er</sup> bâtiment administratif en construction par l'Etat à Belval-Ouest) ont augmenté de 13,15%.

La Commission nationale a dû recourir également à des prestations d'experts à défaut de disposer des ressources spécialisées nécessaires en interne, notamment dans des domaines comportant des aspects technologiques et informatiques complexes, bien qu'il eut été sans doute préférable pour la continuité du service, d'acquérir et de conserver depuis 2002, les compétences afférentes au sein de l'établissement public.

Parmi les dépenses d'honoraires et frais d'experts et prestataires externes pour un montant de 150.148,63 € figurent également les honoraires d'avocats et factures de la fiduciaire qui tient la comptabilité et établit le bilan de l'établissement public.

Les frais d'entretien des locaux, les fournitures de bureau, frais de port et de télécommunications et autres charges générales d'exploitation ont connu une progression linéaire suivant l'augmentation du nombre de collaborateurs en activité.

Les frais de déplacement et de séjour à l'étranger sont relatifs à la participation des membres effectifs de la Commission nationale aux différentes réunions, séances de travail et conférences organisées sur le plan européen dans le domaine de la protection des données où le Luxembourg se doit d'être représenté.

Les dépenses d'information du public et de communication (36.180 €) ont dépassé légèrement les montants prévus alors que le coût des annonces de presse publiées dans le cadre de la campagne menée à l'occasion de la journée européenne du 28 janvier 2010 est venu s'ajouter à des dépenses ponctuelles non récurrentes. Le travail de sensibilisation des citoyens (en particulier des jeunes quant aux risques sur Internet) a pris une importance primordiale dans l'activité de la Commission nationale.

Dans un souci de simplification administrative, la Commission nationale, par le biais d'une notification unique (une forme simplifiée de notification), a défini les modalités des traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par les communes du Grand-Duché de Luxembourg dans le cadre de l'exercice des missions qui leurs sont conférées. Désormais, les communes pourront notifier leurs traitements de données à la Commission nationale sous la forme d'un simple engagement formel de conformité.

Avec les autorisations accordées en matière de vidéosurveillance la Commission nationale a fait parvenir des vignettes que les requérants peuvent apposer sur les écrans rendant le public attentif à la mise en œuvre d'une vidéosurveillance. Les vignettes jointes à l'autorisation ne sont pas destinées à substituer ces supports d'information, mais à les compléter en étant placées à proximité des caméras, signalant ainsi que le dispositif de vidéosurveillance en question a été autorisé par la Commission nationale.

Le niveau des mesures de sécurité organisationnelle et technique qui représente un volet important des garanties appropriées pour la protection des données personnelles est vérifié dans chaque dossier d'autorisation préalable. Cet aspect a donné lieu par ailleurs en cours de l'exercice 2010 à diverses investigations dont la Commission a pris l'initiative depuis 2005 même en dehors des plaintes et demandes de vérification qui lui ont été soumises. Pour les contrôles sur place, audits et vérifications à effectuer dans ce domaine, la Commission nationale a eu recours à un expert externe spécialisé dans les questions de sécurité informatique et de bonnes pratiques organisationnelles pour un montant de 16.617,50 €.

Les frais relatifs à la gestion et maintenance des systèmes et réseaux pour un montant de 27.129,51 € sont restés conformes aux estimations budgétaires.

Les amortissements comptabilisés en 2010 atteignent un montant total de 16.090,46 €. Ils concernaient pour l'essentiel le mobilier et les équipements informatiques, ainsi que les investissements relatifs au développement et à la mise en service de l'application informatique spécifique dédiée à l'établissement du registre public des traitements prévu à l'article 15 de la loi ainsi qu'à l'optimisation des procédures administratives.

### Recettes

Le montant des redevances perçues en application des articles 37 paragraphe (4) et 13 paragraphe (4) de la loi s'élevant à 53.749,02 € est resté quelque peu en dessous de nos prévisions. En outre des produits financiers (intérêts créditeurs) ont pu être enregistrés à hauteur de 3.759,68 €.

### Résultat d'exploitation

Compte tenu de la dotation annuelle de 1.488.000 € dont la Commission nationale a bénéficié en 2010 de la part de l'Etat en application de l'article 37 paragraphe (4) de la loi, le résultat d'exploitation de l'établissement public s'établit à 47.103,03 € au 31 décembre 2010 qui sera reporté à nouveau sur l'exercice suivant.

Luxembourg, le 31 mars 2011.

La Commission nationale pour la protection des données

Gérard Lommel  
Président

Thierry Lallemang  
Membre effectif

Pierre Weimerskirch  
Membre effectif

Le Conseil de Gouvernement a approuvé, dans sa séance du 21 mai 2010, les comptes annuels de l'exercice 2010 de la Commission nationale pour la protection des données et a accordé la décharge à ses organes dirigeants conformément à l'article 37 paragraphe (3) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

### Bilan

<b>ACTIF</b>	<b>EXERCICE AU 31/12/2010</b>	<b>%</b>	<b>EXERCICE AU 31/12/2009</b>	<b>%</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Autres inst. outil, mobilier	5.473,57	0,84	21.564,03	3,85
Immobilisations corporelles	5.473,57	0,84	21.564,03	3,85
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>5.473,57</b>	<b>0,84</b>	<b>21.564,03</b>	<b>3,85</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Créances				
Autres créances	47.833,17	7,37	47.250,15	8,44
	47.833,17	7,37	47.250,15	8,44
Banques, Caisse, CCP	595.289,83	91,78	491.324,71	87,71
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>643.123,00</b>	<b>99,16</b>	<b>538.574,86</b>	<b>96,15</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>648.596,57</b>	<b>100,00</b>	<b>560.138,89</b>	<b>100,00</b>

**PASSIF**

	EXERCICE AU 31/12/2010	%	EXERCICE AU 31/12/2009	%
<b>CAPITAUX PROPRES</b>				
Patrimoine	200.000,00	30,84	200.000,00	35,71
Résultats reportés	192.113,06	29,62	141.841,85	25,32
Résultat de l'exercice	47.103,03	7,26	50.271,21	8,97
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>439.216,09</b>	<b>67,72</b>	<b>392.113,06</b>	<b>70,00</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>				
Autres provisions	66.000,00	10,18	66.000,00	11,78
<b>TOTAL DES PROVISIONS</b>	<b>66.000,00</b>	<b>10,18</b>	<b>66.000,00</b>	<b>11,78</b>
<b>DETTES</b>				
Dettes achats et prest. de services	37.642,60	5,80	34.239,79	6,11
Dettes fiscales, sécurité sociale et salaires	105.737,88	16,30	67.786,04	12,10
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>143.380,48</b>	<b>22,11</b>	<b>102.025,83</b>	<b>18,21</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>648.596,57</b>	<b>100,00</b>	<b>560.138,89</b>	<b>100,00</b>

**Comptes de profits et de pertes**

	EXERCICE AU 31/12/2010	%	EXERCICE AU 31/12/2009	%
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
Chiffre d'affaires	53.749,02	3,49	52.545,00	3,44
Autres produits d'exploitation	1.488.000,00	96,51	1.476.000,00	96,56
<b>Total produits d'exploitation</b>	<b>1.541.749,02</b>	<b>100,00</b>	<b>1.528.545,00</b>	<b>100,00</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
Autres charges externes	-444.490,17	-28,83	-533.247,26	-34,89
Salaires et traitements	-941.347,84	-61,06	-855.375,49	-55,96
Charges sociales	-96.251,24	-6,24	-68.955,40	-4,51
Corr. de valeur sur frais d'étab. imm. cor. incor.	-16.090,46	-1,04	-25.204,17	-1,65
<b>Total charges d'exploitation</b>	<b>-1.498.179,71</b>	<b>-97,17</b>	<b>-1.482.782,32</b>	<b>-97,01</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>43.569,31</b>	<b>2,83</b>	<b>45.762,68</b>	<b>2,99</b>
Intérêts et produits assimilés	3.759,68	0,24	4.789,15	0,31
Intérêts et charges assimilées	-255,96	-0,01	-280,62	-0,02
<b>Résultat financier</b>	<b>3.533,72</b>	<b>0,23</b>	<b>4.508,53</b>	<b>0,29</b>
<b>Résultat avant affectation</b>	<b>47.103,03</b>	<b>3,06</b>	<b>50.271,21</b>	<b>3,29</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>47.103,03</b>	<b>3,06</b>	<b>50.271,21</b>	<b>3,29</b>

**Bilan**

Détail Actif	EXERCICE AU 31/12/2010	%	EXERCICE AU 31/12/2009	%
<b>Autres inst. outil, mobilier</b>				
20210000 Logiciels	25.065,82	457,94	25.065,82	116,24
20211000 Amort. Logiciels	-25.061,82	-457,87	-25.061,82	-116,22
20220000 Développement info.	72.608,60	999,99	72.608,60	336,71
20221000 Amort. Développement info.	-72.598,60	-999,99	-70.425,99	-326,59
21540000 Mat. informatique	92.197,64	999,99	99.016,64	459,18
21550000 Amort. Mat. informatique	-92.182,64	-999,99	-92.927,16	-430,94
21830000 Mat. de bureau	18.124,36	331,13	11.305,36	52,43
21831000 Amort. Mat. de bureau	-18.120,36	-331,05	-11.303,36	-52,42
21840000 Mobiliers	62.762,96	999,99	62.762,96	291,05
21841000 Amort. mobiliers	-57.322,39	-999,99	-49.477,02	-229,44
<b>Total Autres inst. outil, mobilier</b>	<b>5.473,57</b>	<b>100,00</b>	<b>21.564,03</b>	<b>100,00</b>
<b>Autres créances</b>				
42100000 Rémunérations dues	47.833,17	100,00	47.250,15	100,00
<b>Total Autres créances</b>	<b>47.833,17</b>	<b>100,00</b>	<b>47.250,15</b>	<b>100,00</b>
<b>Banques, Caisse, CCP</b>				
50000000 CCPL LU311111205225700000	4.881,06	0,82	13.063,54	2,66
50050000 BCEE LU840019155531614000	46.501,36	7,81	87.713,86	17,85
51000000 BCEE LU780019721290248000	543.689,91	91,33	390.079,64	79,39
53000000 Caisse	217,50	0,04	467,67	0,10
<b>Total Banques, Caisse, CCP</b>	<b>595.289,83</b>	<b>100,00</b>	<b>491.324,71</b>	<b>100,00</b>

### Bilan

Détail Passif	EXERCICE AU 31/12/2010	%	EXERCICE AU 31/12/2009	%
<b>Patrimoine</b>				
10100000 Patrimoine	200.000,00	100,00	200.000,00	100,00
<b>Total Patrimoine</b>	<b>200.000,00</b>	<b>100,00</b>	<b>200.000,00</b>	<b>100,00</b>
<b>Résultats reportés</b>				
11900000 Résultats reportés	192.113,06	100,00	141.841,85	100,00
<b>Total Résultats reportés</b>	<b>192.113,06</b>	<b>100,00</b>	<b>141.841,85</b>	<b>100,00</b>
<b>Autres provisions</b>				
15110000 Provisions pour litiges	66.000,00	100,00	66.000,00	100,00
<b>Total Autres provisions</b>	<b>66.000,00</b>	<b>100,00</b>	<b>66.000,00</b>	<b>100,00</b>
<b>Dettes achats et prest. de services</b>				
40000000 Fournisseurs	37.642,60	100,00	33.051,97	96,53
46860000 Charges à payer	0,00	0,00	1.187,82	3,47
<b>Total Dettes achats et prest. de services</b>	<b>37.642,60</b>	<b>100,00</b>	<b>34.239,79</b>	<b>100,00</b>
<b>Dettes fiscales, sécurité sociale et salaires</b>				
43100000 Centre d'affiliation	65.623,78	62,06	30.447,44	44,92
44210000 Impôts s. rémunérations	40.114,10	37,94	37.338,60	55,08
<b>Total Dettes fiscales, sécurité sociale et salaires</b>	<b>105.737,88</b>	<b>100,00</b>	<b>67.786,04</b>	<b>100,00</b>

### Comptes de profits et de pertes

Détail P & P	EXERCICE AU 31/12/2010	%	EXERCICE AU 31/12/2009	%
<b>Chiffre d'affaires</b>				
70700000 Redevance notifications	53.749,02	100,00	52.545,00	100,00
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>53.749,02</b>	<b>100,00</b>	<b>52.545,00</b>	<b>100,00</b>
<b>Autres produits d'exploitation</b>				
77100000 Dotations au budget	1.488.000,00	100,00	1.476.000,00	100,00
<b>Total Autres produits d'exploitation</b>	<b>1.488.000,00</b>	<b>100,00</b>	<b>1.476.000,00</b>	<b>100,00</b>
<b>Autres charges externes</b>				
60640000 Fournitures de bureau	-15.696,44	3,53	-18.332,47	3,44
60650000 Fournitures info/logiciel	-5.401,41	1,22	-12.827,40	2,41
61400000 Loyers	-89.628,92	20,16	-85.380,72	16,01
61410000 Charges locatives et acc.	-15.600,00	3,51	-22.331,04	4,19
61530000 Entretien locaux prof.	-20.092,59	4,52	-18.345,04	3,44
61810000 Documentation générale	-2.243,45	0,50	-3.809,75	0,71
61815000 Abonnements journaux	-873,00	0,20	-591,00	0,11
61850000 Assurances	-4.388,38	0,99	-3.347,50	0,63
62231000 Frais de comptabilité	-5.673,42	1,28	-5.616,34	1,05

62260000 Honoraires	-72.813,49	16,38	-74.550,58	13,98
62262000 Pers. rempl. admin.	-71.661,72	16,12	-130.541,02	24,48
62310000 Frais de comm./publicat.	-7.514,15	1,69	-2.976,43	0,56
62330000 Pub. et inf. du public	-36.179,86	8,14	-44.634,06	8,37
62350000 Boissons et denrées al.	-1.094,03	0,25	-711,75	0,13
62371000 Maint. technique réseau	-27.129,51	6,10	-28.115,54	5,27
62372000 Gestion des syst. & rés.	0,00	0,00	-8.150,75	1,53
62373000 Frais de formation	-100,00	0,02	-1.250,00	0,23
62374000 Maint. software	-17.499,40	3,94	-23.100,91	4,33
62375000 Consultances spécialisées	-16.617,50	3,74	-16.617,50	3,12
62510000 Frais voyages & déplac.	-22.794,33	5,13	-20.805,49	3,90
62550000 Frais de repr. + rel. pub.	-1.107,10	0,25	-2.611,18	0,49
62600000 Frais téléphones mobiles	-7.258,15	1,63	-6.089,09	1,14
62610000 Affranchissements P&T	-3.123,32	0,70	-2.511,70	0,47
<b>Total Autres charges externes</b>	<b>-444.490,17</b>	<b>100,00</b>	<b>-533.247,26</b>	<b>100,00</b>
<b>Salaires et traitements</b>				
64100000 Rémunérations brutes	-927.390,59	98,52	-840.408,14	98,25
64250000 Impôts allocat. de repas	-1.657,04	0,18	-1.558,10	0,18
64300000 Indemnités suppléants	-840,00	0,09	-2.280,00	0,27
64810000 Frais de repas	-11.836,00	1,26	-11.129,25	1,30
64920000 Remb. ind. pécuniaires	375,79	-0,04	0,00	0,00
<b>Total Salaires et traitements</b>	<b>-941.347,84</b>	<b>100,00</b>	<b>-855.375,49</b>	<b>100,00</b>
<b>Charges sociales</b>				
64500000 Charges Sécurité Sociale	-95.840,95	99,57	-68.898,40	99,92
64510000 Mutualité	-410,29	0,43	-57,00	0,08
<b>Total Charges sociales</b>	<b>-96.251,24</b>	<b>100,00</b>	<b>-68.955,40</b>	<b>100,00</b>
<b>Corr. de valeur sur frais d'étab. imm. cor. incor.</b>				
68100000 Corrections de valeurs	-16.090,46	100,00	-25.204,17	100,00
<b>Total Corr. de valeur sur frais d'étab. imm. cor. incor.</b>	<b>-16.090,46</b>	<b>100,00</b>	<b>-25.204,17</b>	<b>100,00</b>
<b>Intérêts et produits assimilés</b>				
76000000 Intérêts C/c	147,91	3,93	102,80	2,15
76100000 Intérêts épargne	3.611,77	96,07	4.686,35	97,85
<b>Total Intérêts et produits assimilés</b>	<b>3.759,68</b>	<b>100,00</b>	<b>4.789,15</b>	<b>100,00</b>
<b>Intérêts et charges assimilées</b>				
66000000 Frais bancaires	-217,21	96,13	-236,40	84,24
66150000 Intérêts cptes courants	-8,75	3,87	-44,22	15,76
<b>Total Intérêts et charges assimilées</b>	<b>-225,96</b>	<b>100,00</b>	<b>-280,62</b>	<b>100,00</b>

## **ANNEXES**

**AU 31 DECEMBRE 2010**

(Montants en euros)

### **1. Généralités**

La **Commission nationale pour la protection des données**, constituée sous la forme d'un établissement public, est une autorité indépendante instaurée par la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Elle est chargée de contrôler et de vérifier la légalité des traitements des données à caractère personnel et doit assurer le respect des libertés et droits fondamentaux des personnes en matière de protection des données.

Tous les ans, la Commission nationale rend compte, dans son rapport écrit aux membres du Gouvernement en conseil, de l'exécution de ses missions. Dans ce rapport, elle relève plus particulièrement l'état des notifications et des autorisations, les déficiences ou abus qui ne sont pas spécifiquement visés par les dispositions légales, réglementaires et administratives existantes.

Elle publiera son rapport annuel. Le rapport est avisé par la commission consultative des droits de l'homme, organe consultatif du gouvernement en matière de droits de l'homme sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg dont la composition et les attributions sont déterminées par règlement grand-ducal.

L'exercice financier de la Commission nationale coïncide avec l'année civile. Avant le 31 mars de chaque année, la Commission nationale arrête son compte d'exploitation de l'exercice précédent, ensemble avec son rapport de gestion. Avant le 30 septembre de chaque exercice, la Commission nationale arrête le budget pour l'exercice à venir. Le budget, les comptes annuels et les rapports arrêtés sont transmis au Gouvernement en conseil qui décide de la décharge à donner à la Commission nationale. La décision constatant la décharge accordée à la Commission nationale ainsi que les comptes annuels de la Commission nationale sont publiés au Mémorial.

### **2. Principes, règles et méthodes comptables**

La Commission nationale tient ses livres en euros (EUR) et les comptes annuels ont été préparés en accord avec les principes comptables généralement admis au Luxembourg et en utilisant notamment les règles d'évaluation suivantes:

#### **a) Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont portées à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

Elles sont amorties linéairement en fonction de leur durée de vie estimée soit:

Matériel informatique:	3 ans
Matériel de bureau:	4 ans
Mobilier de bureau:	8 ans

#### **b) Conversion des devises**

Les transactions en devises durant l'année sont enregistrées au cours du jour de la transaction. Pour les avoirs en banques, les montants en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la clôture. Pour les avances, les créances et les dettes, les bénéfices et les pertes de change réalisés et les pertes de change non réalisées sont enregistrés au compte de profits et pertes. Les autres éléments sont tenus au cours de change historique.

### **3. Immobilisations corporelles**

Les mouvements des immobilisations corporelles survenus au cours de la période se résument comme suit:

	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Prix d'acquisition		
– au début de l'exercice	270.759,38	270.759,38
– acquisitions nettes au cours de l'exercice	0,00	0,00
– retraits de l'exercice	0,00	0,00
Prix d'acquisition à la fin de l'exercice	270.759,38	270.759,38
Corrections de valeur		
– au début de l'exercice	249.195,35	223.991,18
– de l'exercice	16.090,46	25.204,17
– annulées	0,00	0,00
Corrections de valeur cumulées	265.285,81	249.195,35
Valeur nette à la fin de l'exercice	5.473,57	21.564,03



#### 4. Autres créances

Les autres créances se composent comme suit:

	2010	2009
Rémunérations payées d'avance	47.833,17	47.250,15
Charges payées d'avance	0,00	0,00

#### 5. Avoirs en banque

Ce poste se subdivise comme suit:

	2010	2009
CCPL	4.881,06	13.063,54
BCEE	590.191,27	477.793,50
Caisse	217,50	467,67

#### 6. Fonds propres

Au moment de sa création, la Commission nationale a bénéficié d'une dotation initiale de deux cent mille euros (200.000,00 EUR) à charge du budget de l'Etat. L'Etat met à sa disposition les biens mobiliers et immobiliers nécessaires au bon fonctionnement et à l'exercice de ses missions.

La Commission nationale est autorisée à prélever la contrepartie de ses frais du personnel en service et de ses frais de fonctionnement par la redevance à percevoir telle que prévue à l'article 13 de la loi. Pour le solde des frais restant à couvrir dans le cadre de ses missions conférées par la loi, la Commission nationale bénéficiera d'une dotation d'un montant à déterminer sur une base annuelle et à inscrire au budget de l'Etat.

#### 7. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont pour but de valoriser le risque lié à des recours en justice pour dossiers litigieux. Ainsi, lors de la séance de délibération du 15 décembre 2006 la Commission nationale a décidé d'estimer le montant de l'enjeu de tels litiges y compris les frais de justice à 96.000,00 EUR. En 2010, le risque a été évalué au même niveau que 2007, 2008 et 2009, à savoir 66.000,00 EUR.

#### 8. Dettes

Les dettes figurent avec leur valeur nominale et sont ventilées comme suit:

	2010	2009
Fournisseurs et charges à payer	37.642,60	34.239,79
Centre d'affiliation	65.623,78	30.447,44
Impôts sur rémunération	40.114,10	37.338,60

Luxembourg, le 9 février 2011.

### ATTESTATION

Par la présente, nous attestons les comptes de la Commission Nationale pour la Protection des Données, ayant son siège à L-1611 Luxembourg, avenue de la Gare, 41 au 31/12/2010.

Nous avons constaté que les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2010 dont la somme bilantaire s'élève à 648.596,57 EUR et le résultat de l'exercice à 47.103,03 EUR, sont en concordance avec la comptabilité et les pièces comptables qui nous ont été soumises. Les normes et règles comptables ont été respectées, y compris au niveau du provisionnement des risques.

Le résultat de l'exercice s'explique par le fait qu'un renforcement en personnel n'avait pas encore reçu l'aval de la CER (un poste d'ingénieur informaticien).

Par ailleurs le rapport de gestion de la Commission nationale reflète fidèlement les faits marquants de l'exercice et est conforme aux écritures comptables.

Luxembourg, le 31 mars 2011.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg S.A.

Jean-Paul Frank